

LABALENT

N° 201 SEPTEMBRE 2020

EDITO

 **Les Amis de la Terre France**

DEPUIS 1971



PAR KHALED GAIJI
PRÉSIDENT DES AMIS
DE LA TERRE FRANCE

Une Assemblée Fédérale hors du commun

Le Covid ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. La canicule estivale 2020 rend une fois de plus la crise climatique tangible. Selon Météo France, la fréquence de ces événements risque de doubler d'ici 2050. Sans baisse drastique des émissions de gaz à effet de serre, il y a 3 chances sur 4 pour que le nombre annuel de jours de vagues de chaleur augmente de 5 à 25 jours en fin de siècle selon les régions. Partout, la multiplication des événements climatiques extrêmes nous rappelle l'urgence de l'action climatique.

Nous n'avons pas chômé. Pendant le confinement nous avons co-créé le collectif *Plus Jamais ça* avec plusieurs organisations pour la justice écologique et sociale. Nous avons réussi à faire condamner Amazon avec nos ami-es du syndicat Solidaires. En juin, plusieurs propositions de la Convention Citoyenne pour le climat vont dans le sens de nos recommandations. Nous suivrons de près les actions « sans filtre » du gouvernement...

Lors de notre Assemblée Fédérale de juin, qui s'est tenue en ligne, nous avons élu 7 nouvelles personnes au Conseil Fédéral. Ils et elles sont issues du terrain militant sur tout le territoire. Ce renouvellement générationnel s'observe aussi dans nos mobilisations. Nous avons participé en juillet à la marche contre les violences policières nommée « Génération Adama, génération Climat ». Cet été nous co-organisons les Camps Climat régionaux, moment unique de formation des nouvelles générations militantes. Outre la formation, les Camps Climat sont l'occasion de resserrer les liens qui nous unissent et d'en tisser de nouveaux: la solidarité, le partage et l'entraide plutôt que le repli sur soi. ■

EN CHIFFRES



90 %

des Français-es soutiennent la réduction massive de l'utilisation des engrais chimiques, notamment composés de nitrates d'ammonium. C'est la proposition de la Convention Citoyenne pour le Climat qui remporte la plus forte adhésion.



18

c'est le nombre de Camps Climat régionaux organisés tout au long de l'été dans les territoires par les groupes locaux d'Alternatiba, ANV-COP21 et des Amis de la Terre.



10 MILLIONS

d'euros, par semestre de retard, c'est la condamnation de l'État que nous avons obtenue sur décision du Conseil d'État, s'il ne met pas en place des mesures urgentes et crédibles pour réduire la pollution de l'air d'ici janvier 2021.

EN BREF

TRANSPORTS PAR KHALED GAIJI

Mobiliser, résister, transformer avec les Amis de la Terre Essonne

Les Amis de la Terre Essonne sont nés en plein confinement en 2020 avec objectif de: « Mobiliser, résister, transformer pour des sociétés soutenables en Essonne et ailleurs ».

Ces premières semaines d'activités ont été bien remplies. Le 26 juin, nous avons mené notre première action de désobéissance civile: juste avant les élections municipales, nous avons bloqué une voie de circulation sur un pont avec ANV-COP21 Ris-Orangis et Extinction Rebellion Montgeron afin de pousser les élu-es à prendre des engagements fermes pour favoriser les mobilités actives. Fin août, nous avons co-organisé le Camp Climat Essonne, où des centaines de militant-es locaux ont été formé-es.

À la rentrée, nous avons décidé, inspiré-es par les Amis de la Terre Meurthe et Moselle, de lancer une campagne pour la résilience alimentaire. Et bien d'autres activités sont prévues !

+ D'INFOS

ANNIVERSAIRE PAR MARION CUBIZOLLES



50 ans d'écologie : à vos agendas !

SAMEDI 14 NOVEMBRE

La date est fixée pour fêter les 50 ans des Amis de la Terre France ! Réservez cette date dans vos agendas car c'est un événement à ne pas man-

DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX



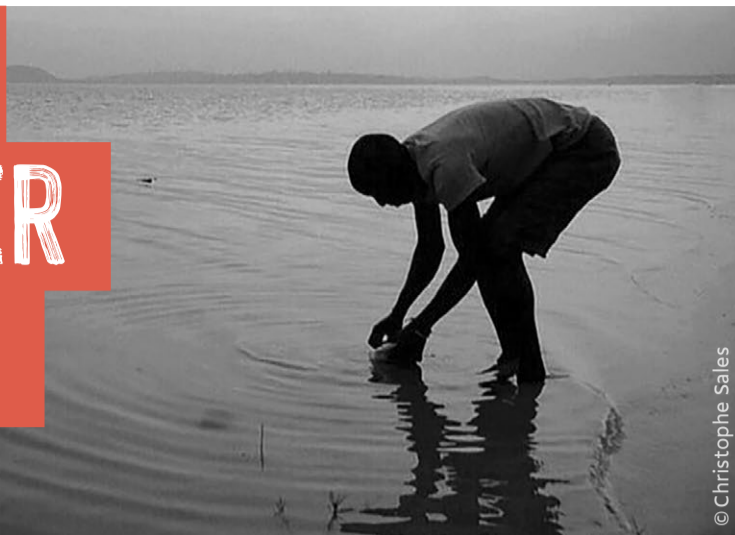
quer où nous vous attendons nombreuses et nombreux.

Au programme de la journée : des conférences et débats, une exposition d'affiches historiques des Amis de la Terre et des concerts. De nombreux invité-es viendront échanger autour de notre devise : résister, mobiliser, transformer.

DÉTAILS PRATIQUES

L'événement se déroulera de 9h30 à 22h00 à la Bellevilloise, au 19-21 Rue Boyer, 75020 Paris. Le programme complet sera bientôt disponible, alors restez connecté-es ! ■

AU MOZAMBIQUE, L'ELDORADO GAZIER TOURNE AU CHAOS



© Christophe Sales

EN JUIN, NOUS AVONS PUBLIÉ LE RAPPORT DE L'ELDORADO GAZIER AU CHAOS, QUAND LA FRANCE POUSSE LE MOZAMBIQUE DANS LE PIÈGE DU GAZ QUI DÉVOILE LES RAVAGES CAUSÉS PAR L'EXPLOITATION GAZIÈRE ET L'IMPLICATION DE LA FRANCE DANS CE DÉSASTRE ANNONCÉ. RETOUR SUR LES DÉTAILS DE CETTE SOMBRE AFFAIRE D'ÉTAT !

À partir de 2010, d'immenses réserves de gaz ont été découvertes au large du Mozambique. Il est prévu que 60 milliards de dollars soient investis ces prochaines années pour exploiter ces réserves, les plus gros investissements privés jamais réalisés en Afrique. Au service des industriels du gaz et de l'armement, le gouvernement français n'a pas hésité à plonger le pays dans le piège des énergies fossiles, quitte à aggraver la crise climatique, se rendre complice de violations des droits humains et de pratiques de corruption.

DE LA CORRUPTION À LA DÉPENDANCE

Tout commence en 2013, lorsque le gouvernement mozambicain contracte illégalement des dettes, officiellement pour monter une flotte de pêche au thon, en achetant des bateaux aux chantiers navals

des Constructions Mécaniques de Normandie. En réalité, l'argent emprunté secrètement servira à verser des pots de vin et à financer un programme de défense, censé permettre au Mozambique d'assurer sa souveraineté sur sa zone économique exclusive et sur les gisements d'hydrocarbures qu'elle contient. Le scandale international qui en découle plonge le pays dans la crise économique et financière. Cette colossale dette maintient aujourd'hui le Mozambique dans une dépendance aux puissances et multinationales étrangères venues exploiter les réserves d'hydrocarbures, ainsi qu'aux revenus gaziers espérés.

LA FRANCE À LA MANŒUVRE

Depuis, la France déploie son arsenal diplomatique au service des intérêts économiques des multinationales françaises dans la région.

Au-delà de Total, à la tête du méga projet Mozambique LNG, une myriade d'entreprises françaises est impliquée dans les projets gaziers. Société Générale et Crédit Agricole jouent un rôle clé dans leur financement.

Le gouvernement français a même choisi de soutenir directement l'un des trois projets gaziers en cours de développement en accordant une garantie à l'exportation de plus d'un demi milliard d'euros pour faciliter sa réalisation. D'autres aides publiques du même type pourraient être octroyées prochainement.

AGGRAVATION DES CONFLITS ET IMPACTS SUR LES POPULATIONS LOCALES

Dans le même temps, la province de Cabo Delgado est en proie à un conflit qui s'em-

brase. Les attaques répétées de groupes d'insurgés ont fait au moins 1300 morts et 210000 déplacés depuis octobre 2017. L'insurrection s'est construite sur un enchevêtrement de tensions sociales, religieuses et politiques. Elle est aussi exacerbée par l'explosion des inégalités et les violations des droits humains liées aux projets gaziers.

Pour les populations locales, l'exploitation gazière est un cauchemar : les déplacements forcés les privent de leurs moyens de subsistance et la militarisation de la région aggrave leur insécurité.

UNE BOMBE CLIMATIQUE PRÊTE À EXPLOSER

Mais ce n'est pas tout. Selon nos calculs, les trois projets gaziers en cours de développement pourraient émettre autant que sept années d'émissions de gaz à effet de serre de la France. C'est une véritable bombe climatique ! Paradoxalement, le Mozambique est particulièrement vulnérable aux impacts des dérèglements climatiques. La province de Cabo Delgado se remet tout juste du plus fort cyclone jamais enregistré au Mozambique : le cyclone Kenneth a ravagé les côtes et entraîné des déplacements de populations massifs ainsi que de nombreux dégâts matériels et humains.

IL FAUT AGIR VITE !

Nous demandons à l'État, aux banques privées et à Total de se retirer des projets. Au moment où la distanciation sociale est de mise, il est temps d'imposer des gestes barrières entre les lobbies de l'industrie fossile et le gouvernement. ■

+ D'INFOS



NE LAISSONS PAS LES MULTINATIONALES DÉCIDER DU MONDE D'APRÈS !

Le lobbying s'est-il arrêté avec l'épidémie de Covid-19 ? Non, bien au contraire. S'abritant derrière la crise sanitaire, les industriels ont multiplié les attaques. C'est ce que nous révélons dans le rapport « Lobbying : l'épidémie cachée » publié en juin. Alors que les plans de relance continueront d'être discutés dans les prochains mois, la bataille n'est pas finie...

+ D'INFOS

La crise du coronavirus a amplifié deux caractéristiques du lobbying : l'opacité de l'influence exercée par le secteur privé sur les pouvoirs publics, et l'accès privilégié des lobbies privés aux décideurs politiques. Les petits déjeuners ont été remplacés par des échanges sur WhatsApp ou Zoom, et certains lobbies étaient directement invités par le gouvernement dans des cellules de crise.

Les lobbies ont intensifié leur activité, avec un double objectif :

► d'une part, reporter ou détricoter un certain nombre de normes sociales et environnementales, reprenant de vieilles demandes à la sauce « Covid-19 » ;

► d'autre part, capter la manne d'aides publiques mobilisées par le gouvernement, et orienter les plans de relance, en échappant à toute contrepartie véritablement contraignante, que ce soit en matière climatique, sociale ou de dividendes.

En public, les multinationales se sont taillées une image « verte » et généreuse, faisant mine de prendre la mesure de la crise. Par derrière, elles ont activé leurs lobbies ! Le « coronawashing » est donc aussi une forme de lobbying : de belles paroles leur ont permis d'apparaître plus « légitimes » pour recevoir les aides publiques ou participer aux discussions sur les plans de relance.

C'est ainsi que Renault et Air France ont bénéficié d'une aide de plusieurs milliards d'euros. Les « conditions environnementales » s'appliquant à Air France ne sont que de simples engagements non contraignants et leur contenu n'a rien d'environnemental : lignes intérieures « supprimées » qui seraient en fait reprises par sa filiale low-cost, et recours accru à la compensation carbone et aux agrocarburants. Un cadeau au passage pour Total, qui fait un lobbying acharné sur l'huile de palme.

La crise montre clairement que les dispositifs d'encadrement du lobbying et des conflits d'intérêts en France sont inadaptés. Les voix des syndicats, de la société civile et

même des parlementaires sont plus marginalisées que jamais.

Afin que le « monde d'après » ne soit pas capturé par les intérêts privés, il est donc urgent de mettre en place :

- un véritable pare-feu entre les lobbystes et les décideurs ;
- un dispositif de transparence réellement efficace ;
- un observatoire indépendant de réponse à la crise ;
- des conditionnalités contraignantes pour les aides publiques. ■

ENTRETIEN CROISÉ

ENTRE DIDIER AUBÉ & KHALED GAIJI

DEPUIS CE PRINTEMPS BOULEVERSÉ PAR LA CRISE SANITAIRE MONDIALE, DES ORGANISATIONS ASSOCIATIVES ET SYNDICALES, DONT LES AMIS DE LA TERRE, ONT CRÉÉ UNE ALLIANCE HISTORIQUE POUR CONSTRUIRE LE MONDE D'APRÈS. DIDIER AUBÉ, SECRÉTAIRE NATIONAL DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES ET KHALED GAIJI, PRÉSIDENT DES AMIS DE LA TERRE FRANCE REVIENNENT SUR LA RÉDACTION DU PLAN DE SORTIE DE CRISE PAR LE COLLECTIF *PLUS JAMAIS ÇA*.

LE PLAN DE SORTIE DE CRISE :

> 34 MESURES CONCRÈTES

pour répondre aux enjeux sociaux, économiques et écologiques.

> 20 ORGANISATIONS

syndicales, écologistes et humanitaires ont participé à l'écriture du plan de sortie de crise.

> 1 MESURE PHARE

la gratuité des masques (devenus obligatoires depuis) pour toutes et tous !



© Jeanne Menjoulet

QUEL EST L'HISTORIQUE DES LIENS ENTRE SUD SOLIDAIRES ET LES ASSOCIATIONS ENVIRONNEMENTALES ? QU'EST CE QUE LA CRÉATION DU COLLECTIF *PLUS JAMAIS ÇA* APORTE À CET HISTORIQUE ?

DA : Nous nous sommes investi-es de manière durable et active depuis la COP15, en 2009 à Copenhague. Une délégation avait été du voyage dans le train affrété par le collectif belge « Climat et justice sociale » et en France par les Amis de la Terre et Ox-fam. Dès lors nous avons tissé des liens au fil des années avec les associations environnementales.

La lutte contre le projet d'aéroport et son monde, à Notre Dame des Landes, a permis de consolider ces liens lors des nombreux moments de convergence sur place (Espace climat commun lors du rassemblement des 3 et 4 août 2013) ou lors de prises de position publiques communes jusqu'à l'abandon du projet.

La COP21 en novembre-décembre 2015 à Paris a été l'occasion d'un nouveau travail collectif avec le lancement de la Coalition Climat 21 pour construire les mobilisations. Dès 2016, nous avons participé à la création de la plateforme Emploi-Climat avec Attac, les Amis de la Terre, la Fédération syndicale unitaire, le Réseau Action Climat, la Confédération Paysanne, Alternatiba et d'autres. Dans un rapport sorti en mars 2017, la plateforme a mis en débat une proposition de création d'un million d'emplois pour le climat sur 5 ans en liant transitions sociale et écologique.

Avec cette expérience de travail en commun, nous nous sommes impliqués naturellement dans l'inter-orga climat, qui met clairement en avant les enjeux communs entre les luttes sociales et écologiques. La

création du collectif *Plus Jamais Ça* s'inscrit dans cette continuité par l'implication d'importantes organisations de réseau du côté ONG environnementales (Greenpeace, Ox-fam, Alternatiba) et celle de la confédération CGT et la Confédération Paysanne. Ce pas supplémentaire inscrit dans la durée le rapprochement des luttes sociales et écologiques et participe à la prise de conscience générale d'agir ensemble pour la transformation radicale de la société.

KG : Nous travaillons ensemble depuis bien longtemps en réalité car nos combats sont toujours ancrés dans la réalité sociale. Dans la lutte contre la construction d'entrepôts Amazon par exemple, c'est grâce à une plainte déposée par l'Union syndicale Solidaires que nous avons obtenu l'interdiction de livrer des produits non essentiels par le géant américain pendant la période de confinement lors de la crise sanitaire du Covid-19. Les salarié-es sont en première ligne face aux impacts du système capitaliste... les syndicats sont donc des alliés historiques pour les Amis de la Terre !

COMMENT A ÉMÉRÉ L'IDÉE DE RÉDIGER COLLECTIVEMENT UN PLAN DE SORTIE DE CRISE ? QUE FAUT-IL EN RETENIR EN QUELQUES MOTS ?

DA : La crise sanitaire que nous vivons et ses implications sociales ont accéléré le processus de travail commun engagé en début d'année. Dans la perspective du déconfinement et de la grave crise sociale en ligne de mire, le collectif a élaboré une première série de 34 mesures précises, susceptibles de dessiner un autre cadre de sortie de crise en mettant sur le même plan urgences sociale et écologique. Ce plan de sortie de crise veut répondre à la fois aux besoins immédiats en terme de santé, de démocratie, de droit des travailleuses et de solidarité internationale,

et à la nécessité de la reconversion écologique et sociale des activités.

KG : Avec l'émergence de cette crise sanitaire et économique sans précédent, il était nécessaire de réagir, de lancer une fois encore l'alerte sur l'urgence sociale et climatique, mais aussi de définir les mesures nécessaires à prendre pour la relance. Les priorités affichées aujourd'hui dans le plan de relance vont modeler le monde de demain. C'est bien dans cette idée de long terme que nous nous sommes mobilisés.

LA RELANCE PRÉVUE PAR LE GOUVERNEMENT FAIT LA PART BELLE AUX GRANDES ENTREPRISES POLLUANTES, POURTANT LES ANNONCES DE PLANS DE LICENCIEMENT SE MULTIPLIENT. UN CONSTAT QUI AMÈNE INÉVITABLEMENT À SE POSER LA QUESTION DE LA RECONVERSION DES SALARIÉ-ES TRAVAILLANT DANS DES SECTEURS QUI SERONT AMENÉS À SE TRANSFORMER FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE. COMMENT ENVISAGEZ-VOUS CETTE QUESTION DE LA RECONVERSION ?

DA : La concomitance de la crise sanitaire, de l'urgence écologique, des drames sociaux individuels et collectifs qui pointent déjà et vont s'amplifier, met en perspective la nécessité de réexaminer l'ensemble des activités ainsi que les processus de production. Il est impératif de poser clairement la question de l'évolution voire de l'abandon de certaines activités. Pour être audible auprès des travailleuses, il faut leur permettre de se former dans un cadre sécurisé qui préserve leurs droits et sans perte de salaire. Le collectif avance un certain nombre de mesures qui vont dans ce sens en termes de réduction du temps de travail, d'interdiction de licenciement dans les entreprises

qui versent des dividendes, de formation qui prend en compte les besoins des salarié-es, leur expérience et leur savoir faire.

KG : La reconversion doit être un pilier de la transition, au risque de laisser des millions de salarié-es sur le carreau si elle n'est pas anticipée. Il n'y a pas d'avenir pour les salarié-es dans de nombreux secteurs : énergies fossiles, aviation, nucléaire entre autres. Comment garantir une reconversion juste et durable pour les salarié-es de ces secteurs ? Il est temps de ne plus faire l'autruche. Dans le secteur des énergies fossiles, nous avons soulevé cette question sur le cas de la reconversion de la raffinerie de la Mède. Cet exemple démontre que la reconversion ne doit pas être abandonnée au bon vouloir des multinationales et qu'elle doit avant tout se fonder sur un dialogue avec les salarié-es et les syndicats.

COMMENT L'ALLIANCE INÉDITE DE *PLUS JAMAIS ÇA* PEUT-ELLE S'INCARNER CONCRÈTEMENT DANS LE QUOTIDIEN DE TOUS-TES, DANS LES TERRITOIRES ET PARLER À TOUT LE MONDE ?

DA : En favorisant le déploiement de collectifs locaux qui s'appuient sur le plan de sortie de crise pour porter des initiatives locales en lien avec des luttes sociales et/ou écologiques ou en lien avec des projets concrets de création d'activités.

KG : C'est notre défi : qu'un maximum de citoyen-nes se sente concerné par la construction d'un autre modèle social et environnemental et le revendique. Chacun subit d'une manière ou d'une autre les conséquences néfastes du système dans lequel nous vivons. Il faut donc amplifier les initiatives locales déjà existantes pour donner du poids aux contestations et montrer que les alternatives concrètes existent. ■



6 nouveaux-elles membres au Conseil Fédéral !

Lors de l'Assemblée Fédérale de juin, un nouveau Conseil Fédéral a été élu ! Voici les nouveaux visages qui rejoindront les actuels membres du Conseil Fédéral pour trois ans :

Carole Peychaud est maraîchère en Isère. Juriste en droit de l'environnement et droit international de formation, elle a travaillé longtemps avec les Amis de la Terre et d'autres associations, notamment au CCFD-Terre Solidaire sur la loi sur le devoir de vigilance des multinationales.

Caroline Prak est économiste de formation et directrice dans un média féministe. D'origine cambodgienne, elle est sensibilisée à l'écologie par le prisme de la politique et des rapports de domination. Caroline a été salariée 9 ans aux Amis de la Terre, puis 5 ans chez Oxfam.

Charles de Lacombe est un activiste d'Alternatiba ANV-COP21 à Lyon et membre de l'animation nationale. Il est impliqué dans nos campagnes surproduction et finance privée pour développer des outils de sensibilisation.

Emma Chevalier est activiste chez ANV-COP21 à Paris depuis 2014. Elle mène régulièrement des actions de désobéissance civile, notamment des décrochages de portraits d'Emmanuel Macron.

Florent Compain est militant au sein du groupe des Amis de la Terre Meurthe et Moselle depuis sa création en 2008. Arrivé par la porte des forêts aux Amis de la Terre, il s'intéresse particulièrement à la construction de dynamiques collectives et représente l'association au sein du CESE et du CNTE. Il a été président des Amis de la Terre de 2013 à 2019.

Johan Moreau membre des Amis de la Terre Meurthe et Moselle, est également investi à Nancy avec Résistance à l'Aggression Publicitaire et ANV-COP21. Il souhaite contribuer au lien et à la vision du local au Conseil Fédéral.

Julie Cutillas nous vient du groupe local d'ANV-COP21 de Montpellier. Membre des Amis de la Terre depuis 2014, elle est impliquée dans la campagne surproduction.

Toute l'équipe des Amis de la Terre France remercie les membres sortants du Conseil Fédéral pour leur soutien durant ces dernières années.

+ D'INFOS



Jugé irréaliste il y a peu, le moratoire sur les zones commerciales est une des mesures les plus radicales de la Convention Citoyenne pour le Climat à avoir reçu le soutien d'Emmanuel Macron : arrêter de force le développement d'un secteur qui bétonne les terres, aggrave la surproduction et détruit plus d'emplois qu'il n'en crée. Emmanuel Macron ne nous a pas habitués à un tel interventionnisme. Alors, les 65 collectifs en lutte contre ces projets dans toute la France peuvent-ils réellement nourrir l'espoir qu'ils seront stoppés ?

Tout va dépendre de la rédaction du moratoire. Si le Gouvernement et le Parlement y glissent des exceptions et écartent les terres agricoles et naturelles déjà classées constructibles par les collectivités, avides de grands projets immobiliers, le moratoire pourrait être une coquille vide. 11 grands projets de zones commerciales en cours

ont déjà été autorisés par les chambres d'aménagement commercial. S'il ne revient pas sur ces autorisations, ce qui est juridiquement plus délicat, le moratoire aura moins d'impact que prévu.

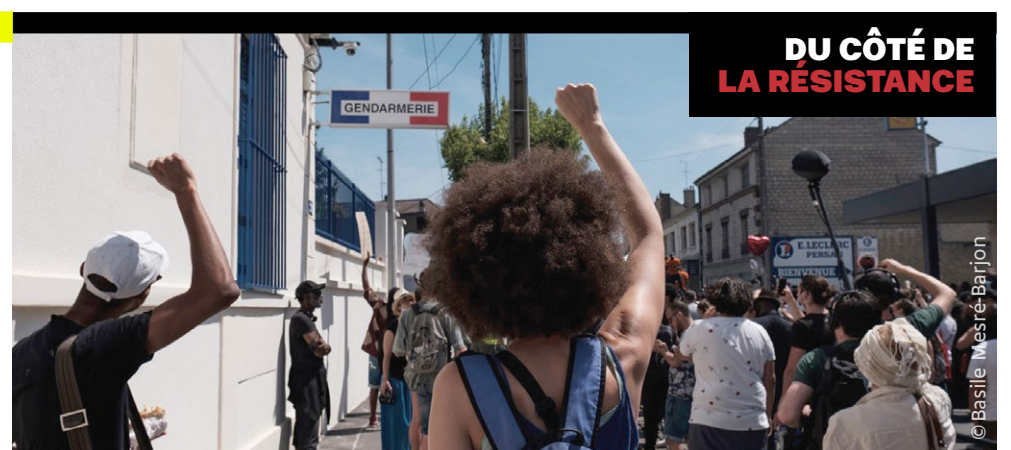
Enfin, le **Gouvernement souhaite en exclure les entrepôts de e-commerce.** Un scandale alors que la Convention citoyenne pour le climat veut les inclure car ils ont un impact encore plus désastreux sur le climat et les destructions d'emplois. L'arrivée de Barbara Pompili, nouvelle Ministre de la Transition Écologique, ouvre une brèche car elle a déjà soutenu publiquement le gel de ces entrepôts, mais elle fait face à des résistances au plus haut niveau de l'État. Les Amis de la Terre, ANV-COP21, les commerces de proximité, ATTAC et tous les collectifs en lutte se préparent à mener une bataille qui s'annonce rude. ■

+ D'INFOS

EN BREF

SURPRODUCTION PAR ALMA DUFOUR

Moratoire sur l'expansion des zones commerciales en périphérie des villes



MOBILISATIONS PAR GABRIEL MAZZOLINI

Une rentrée sous le signe des mobilisations sociales et environnementales

Plusieurs mois ont passé depuis la fin du confinement, et le « Monde d'Après » claironné par le Président apparaît de plus en plus similaire au monde d'avant. Relance par la croissance, baisse d'impôts pour les grandes entreprises, retour du « dossier retraites » etc. Sur le plan économique et social, la ligne reste la même. S'ajoutent à cela le soi-disant tournant écolo du président et ses jokers contre des mesures phares de la Convention Citoyenne pour le Climat. Le « Monde d'Après » présidentiel est un véritable appel

à une rentrée sociale et climatique. Nombre de citoyen-nes sont donc rapidement retournés dans la rue après la période de confinement. Nous l'avons vu avec la mobilisation des soignant-es ; le 2 et le 17 juin avec les marches contre le racisme et les violences policières, mobilisant jusqu'à 100 000 personnes, ouvrant la voie à un événement commun entre Génération Adama et Génération climat le 18 juillet sous le slogan *On veut respirer*. En parallèle Alternatiba et ANV-COP21 lancent le 3 octobre des marches sur les aéroports afin de mettre un terme à leur extension, au soutien public à ce secteur, et pour que le train soit finalement reconnu et soutenu comme véritable alternative aux vols intérieurs. À nous donc de poursuivre l'élan de 2018 et d'entrer dans une nouvelle phase de mobilisation et de victoires ! ■

LA BALEINE

LE COURRIER DE LA BALEINE
N°201 / SEPTEMBRE 2020

N° CPPAP 0419 G 86222 / ISSN 1969 - 9212

Les Amis de la Terre • 01 48 51 32 22
MUNDO-M, 47 avenue Pasteur 93100 Montreuil
france@lesamisdelaterre.org

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Khaled Gaiji

RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES
Khaled Gaiji, président des Amis de la Terre,
Cécile Marchand, chargée de campagne Climat
aux Amis de la Terre, Juliette Renaud, chargée
de campagne Multinationales aux Amis de
la Terre, Alma Dufour, chargée de campagne

Surproduction aux Amis de la Terre, Gabriel
Mazzolini, chargé de mobilisation aux Amis
de la Terre, Didier Aubé, secrétaire national
de l'Union syndicale Solidaires.

COORDINATION DE LA PUBLICATION
Sandra Imbault • 09 72 43 92 65
communication@amisdelaterre.org

Marion Cubizolles • 06 26 93 46 45
Chargée de communication
marion.cubizolles@amisdelaterre.org

GRAPHISME ET MAQUETTE
Zelda Mauger mauger.zelda@gmail.com